

## **Alexandra GOUJON**

**TITRE DE LA THESE :** Nationalisme et démocratie à la fin l'URSS. Les Fronts populaires d'Ukraine et de Biélorussie (1988-1991)

**DATE ET LIEU DE LA SOUTENANCE :** 19 décembre 2001 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

### **COMPOSITION DU JURY :**

Monsieur Dominique Arel, professeur à l'Université de Brown – RI Etats-Unis

Monsieur Alain Blum, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Monsieur Philippe Braud, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

Monsieur Dominique Colas, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (directeur de la thèse)

Monsieur Gil Delannoi, directeur de recherche au Centre d'Etudes de la Vie Politique Française

Monsieur Yves Schemeil, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, membre de l'Institut Universitaire de France.

### **RESUME**

L'enjeu de la thèse est d'examiner la tension entre les exigences démocratiques et les revendications nationalistes, qui s'expriment à la fin de l'URSS, à partir des discours et des actions des Fronts populaires d'Ukraine et de Biélorussie, créés à la fin des années 1980. La conciliation entre nationalisme et démocratie, que les Fronts populaires cherchent à incarner en s'opposant au centralisme soviétique et au monopole du Parti communiste, est étudiée à travers ses trois principales formes d'expression : sociale, idéologique et institutionnelle. La manifestation spécifique des phénomènes démocratiques et nationalistes analysés (mobilisation politique, libéralisation des élections, formation des partis politiques, activité parlementaire, création d'une haute culture soviétique, identification ethnique et linguistique) est liée au contexte particulier de décomposition du régime soviétique ; elle renvoie également à des réflexions de portée universelle. C'est pourquoi, la thèse privilégie une approche comparative qui met en lumière le rapport de ces phénomènes avec des théories sociologiques et politiques élaborées en dehors de la région concernée. L'étude des formes de résistance au système soviétique témoigne de la prégnance de concepts et d'attitudes forgés dans le cadre de l'Etat-parti soviétique. La fin du projet totalitaire est ainsi caractérisée par une difficile démocratisation des stratégies des acteurs. Elle révèle les problèmes liés à la libéralisation des institutions politiques et sociales à la fin de l'URSS et permet d'expliquer l'usage de pratiques autoritaires dans les Etats post-soviétiques.